



CASCA Statement on Xinjiang

The Canadian Anthropological Society expresses support for the Uyghur, Kazakh, and other Indigenous peoples of the Uyghur Autonomous Region (Xinjiang) in the People's Republic of China (PRC). Since at least 2017, the Chinese government has been persecuting and incarcerating Uyghur, Kazakh, and other Indigenous Muslim peoples in this region. This includes the destruction of mosques and heritage sites, the banning of cultural practices, internment, and 're-education' camps, torture and sexual assault, and forced sterilizations, labour and migration, and boarding schools for children, all of which work to assimilate Uyghurs to the dominant Han Chinese culture. Human rights activists and social scientists from the region, along with international colleagues, have courageously documented these acts providing important evidence of violent state policies toward these peoples that may constitute crimes against humanity or genocide. At least 400 prominent Uyghur intellectuals are currently in detention, under house arrest, or have disappeared. Their expert testimony and witnessing, and irrefutable evidence from the Chinese Government's own satellite imagery, documents, and eyewitness reports, overwhelmingly confirms the scale of the genocide. CASCA urges China to end this persecution of Uyghur, Kazakh, and other Indigenous peoples, allow independent investigators' unhindered access to Xinjiang, and respect UNESCO guidelines on academic freedom in its treatment of scholars within its own borders and abroad.



Déclaration de la CASCA concernant Xinjiang

La Société canadienne d'anthropologie exprime son appui envers les peuples ouïghour, kazakh et autres peuples autochtones de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang située dans la République populaire de Chine. Depuis au moins 2017, le gouvernement chinois persécute et incarcère des membres des peuples ouïghour, kazakh et d'autres peuples autochtones musulmans dans cette région. Les actes du gouvernement concernent entre autres la destruction de mosquées et de sites patrimoniaux, l'interdiction de pratiques culturelles, des internements, la création de camps de « ré-éducation », des actes de torture et des agressions sexuelles, des stérilisations, des migrations et des travaux forcés, ainsi que des pensionnats pour enfants, un ensemble de mesures qui visent à assimiler le peuple ouïghour à la culture chinoise dominante des Han. Des activistes des droits humains et des spécialistes en sciences sociales de la région, en collaboration avec des collègues à l'international, ont courageusement documenté ces actes à l'aide de preuves imposantes démontrant des politiques gouvernementales violentes à l'encontre de ces peuples, qui relèvent possiblement de crimes contre l'humanité ou d'un génocide. Au moins 400 éminents intellectuels ouïghours sont actuellement incarcérés, en détention à domicile ou portés disparus. Leurs dépositions et témoignages d'experts, leurs preuves irréfutables tirées de l'imagerie par satellite du gouvernement chinois, leur documentation et leurs rapports de témoins oculaires confirment de manière accablante l'ampleur du génocide. La CASCA presse la Chine de mettre fin aux persécutions des peuples autochtones, ouïghour et kazakh, de permettre aux enquêteurs indépendants d'accéder librement à la région de Xinjiang, et de respecter les lignes directrices de l'UNESCO concernant la liberté universitaire des érudits en territoire national et à l'étranger.